

26/11/2025

Quelle église avec quel Christ ? De Simone Weil à la fracture contemporaine

Entre l'ordre maurassien et le message christique

Lucien Lemaire

Table des matières

Résumé	1
1.0 Introduction : La lucidité prophétique de Simone Weil	2
2.0 Genèse d'une contradiction : De Paul de Tarse à Constantin	3
2.1 La rupture paulinienne : Institutionnaliser l'inintégrable	3
Le jugement et la condamnation	3
Les hiérarchies sociales et l'esclavage	3
La place des femmes	4
La réponse à la violence	4
La nature de l'Église	4
2.2 Le tournant constantinien : Quand l'Église épouse l'Empire	5
3.0 L'Église maurassienne : La religion au service de l'ordre	7
3.1 Maurras et l'instrumentalisation politique du catholicisme	7
3.2 Résurgence contemporaine : L'Église de Bolloré et le catholicisme identitaire	8
Caractéristiques du néo-maurassisme catholique	8
Exemples concrets et structures	10
4.0 L'autre Église : De la théologie de la libération au pape François	12
4.1 La théologie de la libération : Retrouver le Christ des pauvres	12
Principes fondamentaux	12
Conflits avec Rome	13
4.2 Le pape François : Une révolution venue des périphéries	13
Une critique frontale du capitalisme	13
L'accueil des migrants	14
La décentralisation de l'Église	14
Les questions de morale sexuelle	14
Les limites et contradictions	15

4.3 Des figures et des communautés témoins	15
5.0 Les fractures concrètes : Deux catholicismes irréconciliables	17
5.1 Les questions migratoires : Murs ou ponts ?.....	17
5.2 L'écologie : Laudato si' contre le productivisme	17
5.3 Les questions sociétales : Priorités inversées.....	18
5.4 Les scandales d'abus : Cléricalisme et omerta	18
5.5 Rapport à l'argent : Pauvreté évangélique ou prospérité ?.....	19
5.6 La liturgie : Symbole d'un conflit plus profond.....	19
6.0 Conclusion : Quelle Église pour demain ?	20
6.1 Une fracture irréductible ?	20
6.2 Les enjeux de la lutte.....	20
6.3 Simone Weil avait-elle raison de rester dehors ?.....	21
6.4 Un appel à la vigilance et au choix.....	21
Glossaire	23
Bibliographie sélective	25

Résumé

Cet article analyse la dualité structurelle de l'Église catholique identifiée par Simone Weil : d'une part une institution alliée aux pouvoirs établis, gardienne de l'ordre social et patriarchal ; d'autre part une Église fidèle au message évangélique de justice et de libération. Partant de la tension originelle entre l'enseignement de Jésus de Nazareth et l'institutionnalisation paulinienne, l'article retrace la genèse historique de cette contradiction à travers le tournant constantinien. Il examine ensuite sa manifestation contemporaine à travers deux pôles antagonistes : l'Église maurassienne ressuscitée dans les réseaux du catholicisme identitaire et médiatique (incarné notamment par les milieux Bolloré), et l'Église du pape François, héritière de la théologie de la libération. L'analyse démontre que cette fracture n'est pas conjoncturelle mais révèle une incompatibilité fondamentale entre deux conceptions du christianisme, l'une au service de la domination, l'autre au service des opprimés. La question posée par Simone Weil demeure ainsi d'une actualité brûlante : quelle Église pour quel Christ ?

Mots-clés : Simone Weil, Église catholique, théologie de la libération, maurassisme, catholicisme identitaire, pape François, Vincent Bolloré, justice sociale, Paul de Tarse, hiérarchie ecclésiale

1.0 Introduction : La lucidité prophétique de Simone Weil

Simone Weil, philosophe et mystique du XXe siècle, morte en 1943 sans jamais avoir franchi le seuil du baptême, a porté sur l'Église catholique un regard d'une acuité déchirante. Sa position paradoxale – attirée irrésistiblement par le Christ tout en refusant l'institution ecclésiale – révèle une intelligence aiguë de ce qu'elle identifiait comme une contradiction structurelle au cœur même du christianisme institutionnel.

Dans sa *Lettre à un religieux et ses Cahiers*, Weil diagnostique l'existence de **deux Églises cohabitant sous un même toit** : l'une fidèle au message révolutionnaire de Jésus de Nazareth, tournée vers les "petits", les opprimés, porteuse d'une exigence de justice radicale ; l'autre, héritière d'une longue compromission avec le pouvoir temporel, devenue gardienne de l'ordre établi, sanctuaire des puissants. Cette dualité n'est pas accidentelle mais structurelle, inscrite dès l'origine dans la tension entre la parole évangélique et son institutionnalisation.

Pour Weil, le christianisme porte en lui une contradiction insurmontable : comment institutionnaliser un message qui rejette toute institution ? Comment transformer en doctrine un enseignement qui refuse le dogme ? Comment faire d'une parole de libération le fondement d'un pouvoir ? Ces questions ne sont pas de simples paradoxes théologiques mais touchent à l'essence même du phénomène religieux lorsqu'il se mue en appareil de pouvoir.

L'objectif de cet article est de démontrer que cette dichotomie demeure non seulement pertinente mais s'est cristallisée avec une netteté particulière dans le catholicisme contemporain. **Deux figures emblématiques incarnent aujourd'hui cette fracture : d'un côté, l'Église maurassienne ressuscitée dans les réseaux de Vincent Bolloré et du catholicisme identitaire ; de l'autre, l'Église du pape François, héritière de la théologie de la libération, qui tente de ramener l'institution à sa vocation première.**

Entre ces deux pôles, c'est bien la question posée par Simone Weil qui resurgit : quelle Église pour quel Christ ?

2.0 Genèse d'une contradiction : De Paul de Tarse à Constantin

2.1 La rupture paulinienne : Institutionnaliser l'inintégrable

La tension identifiée par Simone Weil trouve sa source dans la transformation du message de Jésus par l'apôtre Paul. Une analyse comparative des paroles évangéliques et des épîtres pauliniennes révèle une incompatibilité radicale qui traverse tous les aspects de l'enseignement.

Le jugement et la condamnation

Jésus proclame un impératif catégorique : « **Ne jugez point** ». L'épisode de la femme adultère illustre cette philosophie de manière éclatante : face aux accusateurs qui exigent la lapidation, il renvoie chacun à sa propre conscience : « que celui de vous qui est sans péché jette le premier la pierre contre elle ». Jésus considère systématiquement ceux qui s'érigent en censeurs comme des « hypocrites », souvent pires que ceux qu'ils dénoncent.

Paul, à l'inverse, établit un véritable système judiciaire au sein des premières communautés chrétiennes. Dans sa première épître aux Corinthiens, il juge sévèrement un homme en couple avec sa belle-mère et ordonne « qu'un tel homme soit livré à Satan pour la destruction de sa chair ». Il dresse des listes d'exclusion détaillées, interdisant l'accès au Royaume de Dieu aux « impudiques », « idolâtres », « adultères », « efféminés », « voleurs », « cupides », « ivrognes ». Il va jusqu'à instruire les fidèles de ne pas « manger avec un tel homme » s'il est jugé coupable de certains péchés.

Les hiérarchies sociales et l'esclavage

Jésus affirme que « celui qui est le plus petit parmi vous tous, c'est celui-là qui est grand ». Il met en garde contre l'accumulation de richesse : « il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume de Dieu ». Il refuse toute hiérarchie spirituelle : « ne vous faites pas appeler Rabbi, car un seul est votre maître et vous êtes tous frères ».

Paul, lui, consolide l'ordre social existant, y compris dans ses formes les plus brutales. Dans l'épître aux Colossiens, il écrit : « serviteurs, obéissez en toutes choses à vos maîtres ». À Tite, il exhorte les esclaves à « plaire à leurs maîtres en toute chose ». Plus troublant encore, il conseille à un esclave : « ne t'en soucie pas ; et même si tu peux

devenir libre, mets plutôt à profit ta condition d'esclave ». La souffrance elle-même est légitimée : dans l'épître aux Hébreux, il compare Dieu à un père qui « châtie » son fils, normalisant ainsi la violence hiérarchique.

La place des femmes

Jésus, par ses actes, subvertit les rôles de genre de son époque. L'épisode de Marthe et Marie est emblématique : alors que Marthe s'affaire aux tâches domestiques, Marie adopte la posture du disciple en s'asseyant aux pieds de Jésus. Face aux reproches, Jésus valide sans équivoque : « Marie a choisi la bonne part qui ne lui sera point ôtée ». Il entretient des relations égalitaires avec les femmes, y compris les « pécheresses », qu'il défend publiquement.

Paul instaure une hiérarchie stricte entre les sexes. « Que les femmes se taisent dans les assemblées car il ne leur est pas permis d'y parler, mais qu'elles soient soumises » (1 Corinthiens). « Si elles veulent s'instruire sur quelque chose, qu'elles interrogent leur mari à la maison ». « Femmes, soyez soumises à vos maris comme au Seigneur, car le mari est le chef de la femme » (Éphésiens). Cette subordination codifiée devient doctrine.

La réponse à la violence

Jésus prêche une non-résistance radicale visant la transformation de l'adversaire : « Je vous dis de ne pas résister au méchant. Si quelqu'un te frappe sur la joue droite, présente-lui aussi l'autre. Aimez vos ennemis, bénissez ceux qui vous maudissent ». L'objectif est de briser le cycle de la violence par l'amour inconditionnel.

Paul recommande également la non-résistance, mais avec une intention opposée. Dans l'épître aux Romains : « Si ton ennemi a faim, donne-lui à manger ; s'il a soif, donne-lui à boire ; car en agissant ainsi, tu amasseras des charbons ardents sur sa tête ». La bonté devient ici un instrument de châtiment divin différé, une tactique plutôt qu'une éthique.

La nature de l'Église

Jésus refuse le sectarisme : quand ses disciples veulent empêcher un homme de chasser les démons en son nom, il répond : « Ne l'en empêchez pas, car qui n'est pas contre vous est pour vous ». Il affirme que « le vent souffle où il veut », suggérant que l'esprit n'est le monopole d'aucun groupe. Sa formule récurrente, « on connaît l'arbre par son fruit », valorise les actes sur les affiliations. Quant au temple, il en parle comme d'une métaphore du cœur humain plutôt que d'un édifice institutionnel.

Paul, à l'inverse, établit une structure hiérarchique détaillée : « premièrement des apôtres, secondement des prophètes, troisièmement des docteurs... » (1 Corinthiens). Il légitime le pouvoir judiciaire interne : « Ne savez-vous pas que les saints jugeront le monde ? Et nous ne jugerions pas les choses de cette vie ? ». Même sa vision eschatologique est hiérarchique : lors de la résurrection, chacun revivra « en son rang ».

Cette transformation n'est pas une simple adaptation contextuelle mais une **inversion systématique** : le message horizontal devient vertical, l'égalité devient hiérarchie, la libération devient soumission. C'est précisément cette rupture que Simone Weil identifiera comme le péché originel de l'institution chrétienne.

2.2 Le tournant constantinien : Quand l'Église épouse l'Empire

L'édit de Milan en 313 et le concile de Nicée en 325 marquent le moment où l'Église persécutée devient religion d'État. Ce basculement consacre ce que Simone Weil identifiera comme le moment décisif : **l'alliance avec le glaive**. L'Église, de communauté marginale et subversive, devient appareil idéologique de la domination impériale.

Cette mutation implique plusieurs transformations structurelles :

La sacralisation du pouvoir temporel : L'empereur n'est plus le persécuteur mais le défenseur de la foi, voire une figure quasi-sacrée. Le pouvoir politique se drape de légitimité religieuse, et réciproquement, l'autorité religieuse s'appuie sur la force coercitive de l'État.

L'adoption des structures hiérarchiques de l'Empire : L'organisation ecclésiale épouse les divisions administratives romaines. Les évêques deviennent des dignitaires impériaux, les conciles des assemblées politiques, les débats théologiques des affaires d'État.

La transformation de l'hérésie en crime politique : Ce qui relevait du débat spirituel devient passible de sanctions civiles, voire de la peine de mort. L'orthodoxie n'est plus simplement une fidélité à un message mais une obéissance à un pouvoir.

L'accumulation de richesses et de terres : L'Église devient propriétaire, possédante, riche. Les évêques administrent de vastes domaines. L'institution qui devait servir les pauvres devient elle-même puissance économique.

L'utilisation de la violence pour défendre l'orthodoxie : Des Donatistes aux Cathares, en passant par les innombrables persécutions, l'Église n'hésite plus à user du bras séculier pour imposer sa vérité par le fer et le feu.

Dès lors, deux traditions coexistent en tension permanente au sein du christianisme : celle des Pères du désert, de François d'Assise, de Dominique de Guzmán, des ordres mendiants, des mouvements paupéristes, qui tentent de maintenir vivante la radicalité évangélique ; et celle de l'Église impériale, inquisitoriale, propriétaire, alliée aux princes et aux rois.

Cette fracture traverse toute l'histoire du christianisme occidental. Elle éclate lors de la Réforme, oppose les jésuites réductionnistes aux conquistadores, anime les querelles entre Bossuet et Fénelon, inspire les prêtres ouvriers contre la hiérarchie conservatrice. Simone Weil, avec son regard affûté, ne fait que nommer avec une clarté particulière ce qui a toujours été là : **deux christianismes incompatibles sous un même toit.**

3.0 L'Église maurassienne : La religion au service de l'ordre

3.1 Maurras et l'instrumentalisation politique du catholicisme

Charles Maurras (1868-1952), monarchiste, positiviste et agnostique déclaré, théorise au tournant du XXe siècle une utilisation cyniquement politique du catholicisme. Pour cet homme qui ne croit pas en Dieu, l'Église n'a de valeur qu'en tant qu'**institution conservatrice**, ciment de l'ordre social, rempart contre la démocratie et les idées révolutionnaires.

Dans *L'Avenir de l'Intelligence* (1905) et *Enquête sur la monarchie* (1909), Maurras défend le catholicisme non pour sa vérité théologique mais pour sa fonction sociale. Le catholicisme est pour lui :

- **Un outil de discipline des masses** : La religion maintient le peuple dans la soumission à l'autorité légitime, canalisée par la médiation sacerdotale.
- **Une légitimation de la hiérarchie** : L'ordre divin reflète et justifie l'ordre terrestre. La pyramide ecclésiale sanctuarise la pyramide sociale.
- **Une sanctuarisation de la tradition** : Contre le rationalisme des Lumières et l'anarchie révolutionnaire, l'Église incarne la continuité, la mémoire, l'enracinement.
- **Une défense de la "civilisation"** : Comprise comme blanche, européenne, latine, patriarcale, face aux menaces de la modernité démocratique et égalitaire.

Le paradoxe est saisissant : un athée militant fait l'éloge du catholicisme, non malgré son incroyance mais en raison d'elle. C'est précisément parce qu'il n'est pas aveuglé par la foi qu'il peut voir l'utilité politique de l'institution. Comme il l'écrit : « Catholique, je ne puis l'être. Mais je comprends, j'admire le catholicisme. Je le reconnais bienfaisant. Je le souhaite prospère, je voudrais même qu'il fût universel, s'il était possible. »

Cette vision trouve un écho chez de nombreux prélats et intellectuels catholiques de l'époque, fascinés par l'ordre qu'elle promet face aux menaces socialistes et démocratiques. Le syllogisme maurassien est séduisant pour une hiérarchie ecclésiale inquiète : la révolution menace l'ordre ; l'ordre est chrétien ; donc le christianisme doit s'allier aux forces de l'ordre contre la révolution.

La condamnation de l'Action Française par Pie XI en 1926 reconnaît explicitement cette instrumentalisation : utiliser l'Église comme simple rempart politique, c'est la vider de sa substance spirituelle. Mais le mal est fait. Le maurassisme a infiltré durablement une partie du catholicisme français, qui ne verra plus dans le message évangélique qu'un vernis moral sur une politique conservatrice.

Le ralliement de pans entiers de l'Église française au régime de Vichy sera l'aboutissement logique de cette dérive. De nombreux évêques saluent Pétain comme un sauveur, valorisent la Révolution nationale avec ses valeurs de « Travail, Famille, Patrie », et ferment les yeux sur la déportation des Juifs. Cette trahison du message chrétien au profit d'un ordre autoritaire et xénophobe illustre à quel point l'Église maurassienne a pu s'éloigner de l'Évangile.

3.2 Résurgence contemporaine : L'Église de Bolloré et le catholicisme identitaire

Cette tradition maurassienne, que l'on pouvait croire marginalisée après Vatican II, connaît aujourd'hui une résurgence spectaculaire. Elle s'incarne dans les réseaux gravitant autour de Vincent Bolloré et des médias qu'il contrôle (CNews, Europe 1, Canal+), mais aussi dans un catholicisme identitaire qui gagne du terrain en France et en Europe.

Caractéristiques du néo-maurassisme catholique

1. L'obsession identitaire

Le catholicisme est réduit à un marqueur civilisationnel, un rempart contre l'islam et le fantasme du "grand remplacement". La foi devient ethnicité, appartenance culturelle plutôt qu'adhésion spirituelle. Éric Zemmour, agnostique déclaré, peut ainsi se revendiquer de la "civilisation judéo-chrétienne" dans une logique purement maurassienne : ce qui compte n'est pas la transcendance mais l'identité collective.

Cette réduction identitaire est illustrée par le succès du concept de "racines chrétiennes de l'Europe", utilisé non pour promouvoir l'amour du prochain et l'accueil de l'étranger, mais pour justifier le rejet des migrants musulmans. Le christianisme devient un club fermé plutôt qu'une foi universelle.

2. L'alliance avec l'extrême droite

Les réseaux du catholicisme identitaire soutiennent ouvertement des figures politiques d'extrême droite : Marion Maréchal en France, Viktor Orbán en Hongrie, Giorgia Meloni en Italie, Jair Bolsonaro au Brésil (avant sa défaite). Ces leaders sont présentés comme les derniers remparts de la "chrétienté" face au progressisme, au multiculturalisme, au "wokisme".

Les médias Bolloré offrent une tribune régulière à ces discours. CNews, avec des figures comme Pascal Praud, Charlotte d'Ornellas ou André Bercoff, relaie systématiquement la rhétorique identitaire. L'émission "Face à l'Info" invite régulièrement des prêtres conservateurs (abbé Guillaume de Tanoüarn, abbé Pierre Amar) pour légitimer religieusement des positions politiques d'extrême droite.

3. La focalisation sur les questions de mœurs

Ce catholicisme se caractérise par une obsession pour les enjeux sociétaux : avortement, "théorie du genre", mariage homosexuel, PMA, GPA. Ces questions monopolisent le discours au détriment des enjeux de justice sociale, de pauvreté, de solidarité internationale.

La Manif pour tous (2012-2013) marque un tournant. Ce mouvement contre le mariage homosexuel mobilise massivement et crée une nébuleuse de structures militantes : Sens Commun, les Veilleurs, Alliance Vita. Ces organisations assurent désormais une présence permanente dans le débat public, avec le soutien médiatique de la galaxie Bolloré.

Or, cette hiérarchisation des priorités est révélatrice : là où Jésus ne parle quasiment jamais de sexualité mais constamment de justice, de partage, d'amour des ennemis, ce catholicisme-là inverse les priorités. Il ressemble davantage aux pharisiens fustigés par Jésus qu'à la communauté des Béatitudes.

4. Le rejet du pape François

François est perçu comme un traître par cette frange du catholicisme. Accusé d'être un "pape marxiste", un "immigrationniste", voire un hérétique pour son ouverture, il cristallise les tensions. Des sites comme *Riposte catholique*, *Jeanne Smits*, ou *L'Homme nouveau* (dans sa ligne éditoriale actuelle) multiplient les critiques, parfois à la limite du schisme.

Les positions de François sur l'accueil des migrants (*Fratelli tutti*), sur l'économie (*Evangelii gaudium* dénonce "une économie qui tue"), sur l'écologie (*Laudato si'*), sont systématiquement minimisées ou combattues par ces milieux. Certains vont jusqu'à contester sa légitimité.

5. La nostalgie d'un ordre patriarchal

Ce catholicisme célèbre la famille "traditionnelle", se méfie de l'émancipation féminine, valorise une certaine virilité. Les figures masculines dominantes sont exaltées (le père de famille, le prêtre, le chef), tandis que les femmes sont renvoyées à des rôles de soin et de maternité.

Les communautés nouvelles comme Saint-Martin (dont est issu l'ex-abbé Grouès, accusé d'abus spirituels et sexuels) ou l'Emmanuel (éclaboussé par des scandales similaires) ont longtemps incarné ce modèle. La révélation des abus systémiques dans ces structures (rapport Sauvé, 2021) a mis en lumière le lien entre autoritarisme patriarchal et violence.

Exemples concrets et structures

Les médias Bolloré : CNews est devenue la chaîne de référence de ce catholicisme identitaire. Pascal Praud y dénonce régulièrement "l'islamo-gauchisme", Charlotte d'Ornellas y défend une vision conservatrice de la famille. Europe 1, avec Sonia Mabrouk et ses invités, relaie les mêmes thématiques.

Les pèlerinages de Chartres : Organisés par Notre-Dame de Chrétienté, ces pèlerinages de Pentecôte rassemblent chaque année plusieurs milliers de personnes, majoritairement jeunes. S'ils sont d'abord spirituels, ils sont devenus un lieu de socialisation politique pour l'extrême droite catholique. Marion Maréchal y a participé à plusieurs reprises.

Les Veilleurs : Nés dans le sillage de la Manif pour tous, ces groupes organisent des veillées silencieuses dans les églises, mélangeant prière et militantisme politique. Leur esthétique (jeunes en costumes, bougies, références à Péguy et Bernanos) séduit une partie de la jeunesse catholique.

La communauté Saint-Martin : Cette société de vie apostolique, fortement implantée dans le diocèse de Paris et ailleurs, incarne un catholicisme d'ordre, viril, attaché à la liturgie traditionnelle. Ses prêtres, en col romain et soutane, représentent une figure

d'autorité rassurante pour les familles conservatrices. Elle bénéficie du soutien médiatique de la sphère Bolloré.

Les écoles hors contrat catholiques : Le réseau Espérance banlieue, les écoles Stanislas (Paris), ou encore les établissements du Cours Clapeyron, incarnent un projet éducatif conservateur, valorisant l'autorité, la discipline, et une vision traditionnelle des rôles sociaux. Ces écoles recrutent massivement dans les familles aisées et conservatrices.

Cette Église-là ne parle guère des pauvres, des précaires, des migrants, de la justice fiscale ou des inégalités économiques. Elle parle d'ordre, de pureté, de frontières, d'identité. Elle ressemble trait pour trait à l'Église maurassienne que dénonçait Simone Weil : une institution au service des puissants, instrumentalisant la religion pour maintenir l'ordre établi.

4.0 L'autre Église : De la théologie de la libération au pape François

Face à cette Église de l'ordre, il existe et persiste une autre tradition : celle qui tente de rester fidèle au message originel de Jésus, à sa préférence pour les pauvres, à son exigence de justice. C'est l'Église que Simone Weil appelait de ses vœux tout en doutant qu'elle puisse exister au sein de l'institution.

4.1 La théologie de la libération : Retrouver le Christ des pauvres

La théologie de la libération naît en Amérique latine dans les années 1960-1970, dans un contexte de dictatures militaires, d'oppression sociale extrême et de misère massive. Des théologiens comme Gustavo Gutiérrez (Pérou), Leonardo Boff (Brésil), Jon Sobrino (Salvador), ou encore le martyr Oscar Romero (archevêque de San Salvador assassiné en 1980), entreprennent une relecture radicale de l'Évangile à partir de la "perspective des pauvres".

Principes fondamentaux

L'option préférentielle pour les pauvres : Ce n'est pas une simple charité paternaliste, mais la reconnaissance que Dieu lui-même a choisi de se révéler en priorité aux opprimés. Le Christ s'identifie aux affamés, aux assoiffés, aux prisonniers : "Ce que vous avez fait au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que vous l'avez fait."

La critique des structures de péché : La pauvreté n'est pas un malheur naturel mais le résultat de structures économiques et politiques injustes. Parler de "péché social" ou de "structures de péché", c'est reconnaître que l'injustice est systémique, pas seulement individuelle.

La praxis comme point de départ : Contrairement à la théologie classique qui part de la doctrine pour aller vers l'action, la théologie de la libération part de la réalité concrète des opprimés. C'est dans l'engagement auprès des pauvres que se révèle le sens de l'Évangile.

Les communautés de base : Ces petites assemblées de fidèles, souvent rurales ou issues des bidonvilles, lisent l'Évangile à la lumière de leur vécu. Elles développent une ecclésiologie horizontale, où les laïcs prennent la parole, où l'autorité n'est plus pyramidale.

La libération intégrale : Il ne s'agit pas seulement de libération spirituelle mais aussi sociale, politique, économique. Le salut concerne l'être humain dans sa totalité, ici et maintenant, pas seulement dans l'au-delà.

Conflits avec Rome

Cette théologie dérange profondément le Vatican, en particulier sous Jean-Paul II et son préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, le cardinal Joseph Ratzinger (futur Benoît XVI). En 1984 et 1986, deux instructions sont publiées pour mettre en garde contre les "déviations" de la théologie de la libération, accusée de marxisme.

Leonardo Boff est réduit au silence en 1985, Jon Sobrino est condamné en 2007. De nombreux prêtres et évêques engagés sont sanctionnés, déplacés, marginalisés. L'Église institutionnelle, alliée aux élites locales et soutenant souvent les dictatures militaires (notamment au Chili de Pinochet ou en Argentine), ne supporte pas cette contestation interne.

Pourtant, la théologie de la libération n'a cessé de se développer, s'étendant à l'Afrique, à l'Asie trouvant des échos en Europe avec les prêtres ouvriers, les communautés de base, ou des figures comme l'abbé Pierre en France.

4.2 Le pape François : Une révolution venue des périphéries

L'élection de Jorge Mario Bergoglio en 2013 marque un tournant historique. Pour la première fois, un pape vient d'Amérique latine, d'un pays de la périphérie (Argentine), et s'est formé au contact de la réalité des bidonvilles de Buenos Aires. Bien qu'il ait eu des positions ambiguës vis-à-vis de la théologie de la libération dans les années 1970, François en porte indéniablement l'héritage.

Une critique frontale du capitalisme

Dès son exhortation apostolique *Evangelii gaudium* (2013), François frappe fort. Il dénonce "**une économie qui tue**", le "**fétichisme de l'argent**", la "**dictature d'une économie sans visage**". Il affirme que "la finance plutôt que de servir, tend à gouverner" et que "la théorie du 'ruissellement' [...] exprime une confiance grossière et naïve dans la bonté de ceux qui détiennent le pouvoir économique".

Ces mots provoquent un séisme. Des médias conservateurs américains l'accusent de marxisme. Rush Limbaugh parle de "pur marxisme". Le *Wall Street Journal* s'inquiète. En France, les milieux d'affaires catholiques et les réseaux Bolloré sont consternés.

Dans *Laudato si'* (2015), François prolonge la critique en liant crise écologique et crise sociale. Il dénonce un "paradigme technocratique" qui sacrifie les pauvres et la planète au profit immédiat. Il appelle à une "écologie intégrale" qui articule justice sociale et respect de la création.

L'accueil des migrants

Fratelli tutti (2020) est une encyclique sur la fraternité universelle. François y affirme que "**nul ne doit être exclu**", que les frontières doivent être ouvertes aux réfugiés, que l'hospitalité est un devoir évangélique fondamental. Il critique les "populismes" qui attisent la peur de l'étranger.

Ces positions provoquent une opposition féroce du catholicisme identitaire. Alors que Viktor Orbán construit des murs contre les migrants au nom de la "défense de l'Europe chrétienne", François lui répond indirectement : "Construire des murs ne servira à rien." Le contraste est saisissant.

La décentralisation de l'Église

François promeut une "Église synodale", où les évêques et les laïcs ont davantage de poids face à la curie romaine. Le synode sur l'Amazonie (2019) a tenté, malgré les résistances, de donner la parole aux Églises locales, aux peuples autochtones, aux communautés de base. L'idée d'une Église moins romaine, moins cléricale, plus horizontale, émerge progressivement.

Les questions de morale sexuelle

François a tenté, avec prudence, de déplacer les priorités. Sa célèbre phrase "Qui suis-je pour juger ?" à propos des personnes homosexuelles a marqué les esprits. Il a demandé que l'Église cesse d'être obsédée par les questions de sexualité et se concentre sur l'essentiel : la miséricorde, l'accueil, le service des pauvres.

Cette ligne déplaît profondément au catholicisme conservateur, qui voit dans ces ouvertures des trahisons. Les cardinaux Burke, Müller, Sarah, et d'autres, multiplient les

critiques à peine voilées contre le pape. Certains milieux parlent ouvertement de schisme.

Les limites et contradictions

Il faut néanmoins reconnaître les limites de François. Sur la question des femmes dans l'Église, il n'a guère avancé : le diaconat féminin reste bloqué, l'accès aux ministères interdit. Sur les abus sexuels, malgré les déclarations, les mesures concrètes tardent et les protections des prédateurs persistent dans de nombreux diocèses. La curie romaine résiste, freine, sabote parfois les réformes.

François, par ailleurs, reste un homme de l'institution. Il ne remet pas en cause fondamentalement la structure hiérarchique de l'Église. Il ne tire pas toutes les conséquences de sa propre critique du cléricalisme. Comme Simone Weil l'avait pressenti, peut-on vraiment transformer une institution de domination en communauté de libération ?

4.3 Des figures et des communautés témoins

Au-delà du pape, de nombreuses figures incarnent cette Église fidèle au message évangélique :

L'abbé Pierre (1912-2007), figure tutélaire en France, qui a consacré sa vie aux sans-abri, dénonçant inlassablement l'injustice du logement et la violence de l'économie libérale. Les scandales sexuels que l'on a découvert ne doivent pas amener à la disqualification de son travail

Sœur Emmanuelle (1908-2008), qui a vécu dans les bidonvilles du Caire et s'est battue pour les chiffonniers, refusant le confort bourgeois de son ordre.

Dom Hélder Câmara (1909-1999), archevêque de Recife au Brésil, figure majeure de la théologie de la libération, qui disait : "Quand je donne à manger aux pauvres, on me traite de saint. Quand je demande pourquoi ils n'ont pas à manger, on me traite de communiste."

Le père Joseph Wresinski (1917-1988), fondateur d'**ATD Quart Monde** en 1957 au camp de Noisy-le-Grand, incarne une théologie radicale de la dignité des plus pauvres. Fils de parents immigrés vivant dans la misère, prêtre formé au contact des bidonvilles, Wresinski développe une pensée révolutionnaire : les pauvres ne sont pas des assistés

mais des porteurs de savoir, des partenaires de la libération. Il refuse la charité paternaliste pour promouvoir la reconnaissance des droits fondamentaux et la participation des exclus aux décisions qui les concernent. Sa lutte aboutira à la reconnaissance de "l'extrême pauvreté comme violation des droits de l'homme" par l'ONU (1987). ATD Quart Monde continue aujourd'hui son combat, rappelant sans relâche que l'Évangile se juge d'abord à l'aune du sort réservé aux "derniers".

Le CCFD-Terre Solidaire, ONG catholique qui soutient des projets de développement dans une logique de justice, souvent critiquée par les milieux conservateurs pour ses positions progressistes.

Les Petites Sœurs de Jésus et les **Petits Frères de Jésus**, inspirés par Charles de Foucauld, qui vivent parmi les plus pauvres, dans les bidonvilles, les prisons, partageant leur condition.

Le Secours Catholique, qui défend les droits des migrants, des sans-papiers, des précaires, en dépit des critiques des milieux identitaires.

Ces figures et ces structures incarnent une Église qui prend au sérieux les Béatitudes : "Heureux les pauvres en esprit. Heureux ceux qui ont faim et soif de justice. Heureux les artisans de paix."

5.0 Les fractures concrètes : Deux catholicismes irréconciliables

La coexistence de ces deux Églises génère des tensions permanentes et des conflits parfois violents. Examinons quelques points de cristallisation de cette fracture.

5.1 Les questions migratoires : Murs ou ponts ?

Rien n'illustre mieux la fracture que la question des migrants. François multiplie les gestes : il célèbre la messe sur l'île de Lampedusa, point d'arrivée des migrants en Méditerranée, dénonçant "la globalisation de l'indifférence". Il emmène des réfugiés syriens dans l'avion papal. Il lave les pieds de migrants musulmans le Jeudi saint. Il appelle à "ne construire que des ponts, jamais des murs".

De l'autre côté, Mgr Aillet (évêque de Bayonne), proche des milieux identitaires, tient des propos ambigus sur la nécessité de "préserver l'identité chrétienne de l'Europe". Des prêtres comme l'abbé de Tanoüarn ou l'abbé Grosjean critiquent ouvertement la politique migratoire du pape. Des sites catholiques conservateurs relaient les thèses du "grand remplacement", parlent d'"invasion", de "submersion".

Les paroisses elles-mêmes sont divisées. Certaines accueillent des migrants, organisent des maraudes, cachent des sans-papiers menacés d'expulsion. D'autres ferment leurs portes, se méfient, relaient les discours sécuritaires.

5.2 L'écologie : *Laudato si'* contre le productivisme

Laudato si' (2015) représente une encyclique majeure, appelant à une conversion écologique radicale. François y dénonce le consumérisme, la course au profit, l'exploitation des ressources, le mépris de la création. Il affirme que la crise écologique et la crise sociale sont liées, que les pauvres sont les premières victimes de la destruction environnementale.

Cette encyclique déplaît profondément aux milieux économiques conservateurs. Des entrepreneurs catholiques, liés aux réseaux Bolloré, minimisent la portée du texte. Des think tanks libéraux-conservateurs (Institut Acton, fondation Jérôme Lejeune) contestent le diagnostic du pape sur le réchauffement climatique. Certains parlent d'"écologie punitive" ou de "décroissance masochiste".

À l'inverse, des mouvements catholiques écologistes se multiplient : Chrétiens unis pour la Terre, les Assises chrétiennes de l'écologie, des communautés monastiques qui pratiquent la sobriété heureuse. Ces groupes prennent au sérieux l'appel de François.

5.3 Les questions sociétales : Priorités inversées

Sur les questions de "mœurs", le fossé est béant. L'Église identitaire se mobilise massivement contre le mariage homosexuel, l'avortement, la PMA, la GPA. Ces combats absorbent l'essentiel de leur énergie militante.

François, sans changer la doctrine officielle (ce qui déplaît à certains progressistes), a tenté de déplacer le curseur : "Qui suis-je pour juger ?", a-t-il dit à propos des personnes homosexuelles. Il a appelé à l'accueil pastoral, à la miséricorde plutôt qu'à la condamnation. Il a autorisé, dans certaines conditions, la bénédiction des couples homosexuels (déclaration *Fiducia supplicans*, 2023), provoquant un tollé dans les milieux conservateurs.

Sur l'avortement, François maintient la position de l'Église (opposition), mais il insiste surtout sur l'accompagnement des femmes en détresse, sur la nécessité de créer des conditions économiques et sociales qui rendent l'avortement non nécessaire. Cette approche globale déplaît à ceux qui veulent une condamnation pure et simple.

En parallèle, François insiste sur des questions que l'Église conservatrice passe sous silence : la peine de mort (il a modifié le catéchisme pour la condamner absolument), le commerce des armes, l'exploitation des travailleurs, l'évasion fiscale, la corruption.

5.4 Les scandales d'abus : Cléricalisme et omerta

Le rapport Sauvé (2021), qui établit que 216 000 mineurs ont été victimes d'abus sexuels par des clercs ou religieux en France depuis 1950, met en lumière le lien entre structure de pouvoir et violence. Les communautés conservatrices (Saint-Martin, Emmanuel, Béatitudes) sont particulièrement touchées. L'autoritarisme patriarchal, la sacralisation de la figure du prêtre, l'obéissance aveugle, ont créé les conditions de l'impunité.

François dénonce le "cléricalisme" comme racine du mal. Mais les résistances sont énormes. Une partie de l'Église conservatrice minimise les abus, parle de "complot médiatique", défend les prédateurs au nom de la "miséricorde" (pour eux, pas pour les victimes). Les évêques tardent à remettre en cause les structures de pouvoir.

À l'inverse, des associations de victimes, soutenues par des catholiques progressistes, exigent justice, transparence, réparation. Elles demandent des changements structurels : fin du secret de la confession absolu, participation des laïcs aux instances de gouvernement, remise en cause du célibat obligatoire.

5.5 Rapport à l'argent : Pauvreté évangélique ou prospérité ?

L'Église conservatrice est souvent liée aux milieux fortunés. Les messes de Saint-Ferdinand-des-Ternes ou de Saint-Louis-en-l'Île à Paris attirent les beaux quartiers. Les écoles privées hors contrat coûtent cher. Les mouvements comme l'Opus Dei cultivent les liens avec les élites économiques.

François critique sans relâche la "mondanité spirituelle", l'Église trop proche des riches. Il appelle à une "Église pauvre pour les pauvres". Il a créé un scandale médiatique en lavant les pieds de prisonniers, de migrants, de handicapés plutôt que de notables. Il vit simplement, refusant les appartements pontificaux.

Cette tension sur l'argent révèle deux visions opposées : pour les uns, la richesse est une bénédiction divine (proche de la "théologie de la prospérité" protestante américaine) ; pour les autres, elle est un obstacle spirituel, comme l'enseigne l'Évangile ("il est plus facile à un chameau...").

5.6 La liturgie : Symbole d'un conflit plus profond

La question liturgique cristallise symboliquement tous les clivages. Le catholicisme identitaire est fortement attaché à la messe en latin, qui incarne pour lui ordre, tradition, verticalité. Les paroisses Saint-Eugène-Sainte-Cécile à Paris, ou Saint-Éloi à Bordeaux, attirent une jeunesse conservatrice.

François, par le motu proprio *Traditionis custodes* (2021), a limité l'usage de cette messe, y voyant un foyer de division et de rejet de Vatican II. La mesure a provoqué une levée de boucliers. Des évêques conservateurs (Aillet, Rey) ont traîné des pieds pour l'appliquer.

Mais au-delà du rite, c'est une ecclésiologie qui s'affronte. La messe tridentine, célébrée dos au peuple, en langue incompréhensible, avec un prêtre hiératique, incarne une Église cléricale, hiérarchique, séparée du monde. La liturgie de Vatican II, en langue vernaculaire, face au peuple, avec participation des laïcs, incarne une Église communautaire, horizontale, incarnée dans l'histoire.

6.0 Conclusion : Quelle Église pour demain ?

6.1 Une fracture irréductible ?

L'analyse de ces deux catholicismes conduit à une question que Simone Weil a posée avec une acuité particulière : peuvent-ils coexister ? Ou bien l'un doit-il nécessairement l'emporter sur l'autre ?

La thèse de Simone Weil suggère que cette coexistence est structurellement impossible. Il ne s'agit pas de deux sensibilités complémentaires mais de deux visions mutuellement exclusives. L'une fait du Christ un révolutionnaire qui renverse les tables et annonce la libération des opprimés ; l'autre en fait le garant d'un ordre éternel qui sacrifie les hiérarchies terrestres.

Peut-on servir simultanément les puissants et les pauvres ? Jésus lui-même a tranché : "Nul ne peut servir deux maîtres." L'Église qui légitime l'esclavage (Paul), qui bénit les armes des conquistadores, qui soutient les dictatures, qui accumule les richesses, qui réduit les femmes au silence, n'est pas la même que celle qui proclame les Béatitudes, accueille les prostituées et les publicains, dénonce les riches, et annonce que "les premiers seront les derniers".

La situation actuelle n'est donc pas une simple diversité légitime d'opinions au sein d'une même famille spirituelle. C'est une incompatibilité radicale de projets. L'Église de Bolloré et l'Église de François ne partagent pas le même Christ.

6.2 Les enjeux de la lutte

L'issue de ce conflit déterminera l'avenir du catholicisme. Si l'Église identitaire l'emporte, le catholicisme achèvera sa transformation en club identitaire, en conservatoire de l'ordre patriarchal et capitaliste, vidé de toute dimension prophétique. Il continuera à perdre des fidèles, sauf dans les milieux aisés et réactionnaires qui y trouveront une caution morale à leur domination.

Si l'Église de François l'emporte – ce qui est loin d'être acquis étant donné les résistances de la curie, des évêques conservateurs, et du poids financier des milieux traditionalistes – alors une refondation est possible. Une Église réellement pauvre, synodale, ouverte, au service des exclus, pourrait retrouver crédibilité et pertinence.

Mais cette victoire impliquerait des ruptures radicales :

- **Décléricalisation** : Remettre en cause la toute-puissance du clergé, ouvrir les ministères aux femmes et aux personnes mariées, horizontaliser les structures de décision.
- **Dépatrimonialisation** : Vendre les richesses accumulées pour les redistribuer aux pauvres, comme le demandait déjà Ambroise de Milan au IVe siècle.
- **Dépolitisation de la morale** : Cesser d'instrumentaliser la sexualité comme outil de contrôle social, replacer au centre l'exigence de justice.
- **Décolonisation théologique** : Reconnaître que l'Église occidentale a colonisé la foi, et donner la parole aux Églises du Sud, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine.

6.3 Simone Weil avait-elle raison de rester dehors ?

Simone Weil, au terme de son analyse, a conclu qu'elle ne pouvait pas entrer dans une Église structurellement compromise avec la domination. Son refus du baptême était un acte de lucidité : ne pas cautionner par son adhésion ce qu'elle identifiait comme une trahison du message christique.

Avait-elle raison ? La question reste ouverte. D'un côté, rester à l'intérieur pour tenter de transformer l'institution de l'intérieur est une tentation légitime. C'est le pari de François, c'était celui de la théologie de la libération. De l'autre, le risque est d'être absorbé, neutralisé, instrumentalisé par la machine institutionnelle.

Simone Weil proposait une troisième voie : une "**communion invisible**", une fidélité au Christ en dehors de l'institution, un christianisme non ecclésial. Cette intuition rejoint celle de Jésus lui-même : "Là où deux ou trois sont réunis en mon nom, je suis au milieu d'eux." L'Église, au sens originel (ekklesia : assemblée), n'est pas l'institution hiérarchique mais la communauté des croyants.

Peut-être faut-il distinguer entre **l'Église et la chrétienté**. La chrétienté – cette alliance millénaire du pouvoir temporel et de l'institution religieuse – est en train de mourir. Tant mieux, disait Bonhoeffer. C'est la condition pour que l'Église, au sens évangélique, puisse renaître.

6.4 Un appel à la vigilance et au choix

Cette analyse n'est pas neutre. Elle appelle à la vigilance : ne pas se laisser séduire par les sirènes d'un catholicisme identitaire qui utilise la religion pour légitimer l'exclusion,

l'inégalité, la domination. Reconnaître en lui non une option parmi d'autres mais la trahison même du message évangélique.

Elle appelle également à un choix : de quel côté se situe-t-on ? Du côté de Jésus chassant les marchands du Temple ou de celui de l'Église qui accumule les trésors ? Du côté des Béatitudes ou de celui de l'ordre moral ? Du côté de Marie Madeleine, première apôtre, ou de celui de Paul exigeant le silence des femmes ?

Ce choix est politique autant que spirituel. Il engage notre rapport au pouvoir, à l'argent, au corps, à l'altérité. Il définit si notre foi est un instrument de domination ou de libération.

Simone Weil nous a laissé ce diagnostic et cette question. À nous d'y répondre, par nos actes et nos engagements. Car comme le disait Jésus : "On connaît l'arbre à ses fruits."

Glossaire

Action Française : Mouvement monarchiste et nationaliste français fondé en 1899 par Charles Maurras, condamné par le Vatican en 1926 pour instrumentalisation politique du catholicisme.

Catholicisme identitaire : Courant du catholicisme contemporain qui réduit la foi à un marqueur civilisationnel et culturel, souvent associé à des positions d'extrême droite et à un rejet de l'immigration.

Cléricalisme : Système de pouvoir où le clergé exerce une domination excessive sur les laïcs et sur la société. Dénoncé par le pape François comme une des racines des abus dans l'Église.

Communion invisible : Concept développé par Simone Weil désignant une appartenance spirituelle au Christ et à la communauté des croyants en dehors de l'institution ecclésiale formelle.

Édit de Milan (313) : Décret de l'empereur Constantin accordant la liberté de culte aux chrétiens, marquant le début de l'alliance entre l'Église et le pouvoir impérial romain.

Église synodale : Vision de l'Église promue par François où les décisions sont prises de manière plus collective et participative, impliquant davantage les laïcs et les Églises locales.

Maurassisme : Doctrine politique de Charles Maurras, athée défendant le catholicisme pour des raisons d'ordre social et politique plutôt que par conviction religieuse.

Motu proprio : Document pontifical émis de la propre initiative du pape. *Traditionis custodes* (2021) limite l'usage de la messe en latin.

Pauvreté évangélique : Idéal de dépouillement matériel et de solidarité avec les pauvres prôné par l'Évangile et incarné par des figures comme François d'Assise.

Rapport Sauvé (2021) : Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église catholique en France, révélant 216 000 victimes mineures depuis 1950.

Sédévacantisme : Position de certains catholiques traditionalistes considérant que le siège papal est vacant car les papes post-Vatican II seraient hérétiques.

Théologie de la libération : Courant théologique né en Amérique latine dans les années 1960, articulant foi chrétienne et lutte pour la justice sociale, critiquant les structures économiques et politiques d'oppression.

Tournant constantinien : Expression désignant la transformation de l'Église chrétienne au IVe siècle, passant de communauté persécutée à religion d'État sous l'empereur Constantin.

Vatican II (1962-1965) : Concile œcuménique ayant entrepris une importante réforme de l'Église catholique, promouvant l'ouverture au monde moderne, la liturgie en langue vernaculaire et la participation des laïcs.

Bibliographie sélective

Œuvres de Simone Weil

- Weil, Simone. *Lettre à un religieux*. Paris : Gallimard, 1951.
- Weil, Simone. *La Pesanteur et la Grâce*. Paris : Plon, 1988 (1947).
- Weil, Simone. *Attente de Dieu*. Paris : Fayard, 1966.

Théologie de la libération

- Gutiérrez, Gustavo. *Théologie de la libération. Perspectives*. Bruxelles : Lumen Vitae, 1974.
- Boff, Leonardo. *Église, charisme et pouvoir*. Paris : Lieu Commun, 1985.
- Sobrino, Jon. *Jésus Christ libérateur. Lecture historico-théologique de Jésus de Nazareth*. Paris : Cerf, 1994.

Pape François

- François. *Evangelii gaudium. La joie de l'Évangile*. Paris : Bayard/Cerf/Mame, 2013.
- François. *Laudato si'. Sur la sauvegarde de la maison commune*. Paris : Bayard/Cerf/Mame, 2015.
- François. *Fratelli tutti. Sur la fraternité et l'amitié sociale*. Paris : Cerf, 2020.

Analyses critiques

- Maurras, Charles. *Enquête sur la monarchie*. Paris : Nouvelle Librairie Nationale, 1909.
- Debray, Régis. *Le Feu sacré. Fonctions du religieux*. Paris : Fayard, 2003.
- Portier, Philippe. *L'État et les religions en France. Une sociologie historique de la laïcité*. Rennes : PUR, 2016.
- Stiegler, Barbara. « *Il faut s'adapter* ». *Sur un nouvel impératif politique*. Paris : Gallimard, 2019.

Rapport et documents

- Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (CIASE). *Rapport Sauvé*. Paris, 2021.
- Congrégation pour la Doctrine de la Foi. *Instructions sur la théologie de la libération* (1984 et 1986).

Histoire de l'Église

- Duffy, Eamon. *Saints et pécheurs. Histoire des papes*. Paris : Hachette, 1998.
- Paoli, Guillaume. *Éloge de la démotivation*. Paris : Zones, 2018.